CODE CIVIL ANNOTÉ

DES DISPOSITIONS ET DÉCISIONS DE LA LÉGISLATION
ET DE LA JURISPRUDENCE,

Avec renvoi, pour l'indication de matières, au Recueil
de Jurisprudence,

PAR J. - B. SIRE

AVOCAT AUX CONSEILS DU ROI ET A LA COUR

PRIX : 18 fr. au Bureau, et 23 fr. franc de port

A PARIS,

Au Bureau d'Administration du RECUEIL GÉNÉRAL DES
LOIS ET DES ARRÊTÉS, Cour de Harlay à-vis
la Place Dauphine et le Pont-Neuf.

1821 18 i.

G. n. 2883

CODE CIVIL

Annoté.

TITRE PRÉLIMINAIRE.

DE LA PUBLICATION, DES EFFETS ET DE L'APPLICATION DES LOIS EN GÉNÉRAL.

(Décrété le 5 Mars 1803 (*). Promulgué le 15 du même mois (**).)

ARTICLE PREMIER.

Les lois sont exécutoires dans tout le territoire français, en vertu de la promulgation qui en est faite par le Roi.

Elles seront exécutées dans chaque partie du royaume, du moment où la promulgation en pourra être connue.

La promulgation faite par le Roi

sera réputée connue dans le département de la résidence royale, un jour après celui de la promulgation; et dans chacun des autres départements, après l'expiration du même délai, augmenté d'autant de jours qu'il y aura de fois dix myriamètres (environ vingt lieues anciennes) entre la ville où la promulgation en aura été faite, et le chef-lieu de chaque département.

Sur l'article premier.

§ I. — CARACTÈRES DE LA LOI.

1. — *La loi est une ordonnance du Roi, délibérée et adoptée par la chambre des pairs, et par la chambre des députés.*

Charte constitutionnelle de 1814, art. 15 et suiv. — (S. .14.2.217.)

2. — *Les circulaires ministérielles n'ont pas le caractère de loi; leurs dispositions ne sont pas obligatoires pour les tribunaux.*

Le proc. du roi de Corté. Vincensini. — 11 janvier 1816. — Cour de Cassation. — Rejet. — Corté. — (S. .16.1.366.)

3. — *Les arrêts de règlement du conseil supérieur de Colmar avaient force de loi dans la ci-devant Alsace.*

Moyse. C. Scheitel. — 24 ventose an 10 — C. C. — Rejet. — Voyez. — (S. .3.2.573.)

4. — *Les arrêts de règlement, émanés des anciennes Cours de parlement, n'ont plus force de loi depuis la suppression de ces tribunaux.*

Deloince. C. Chaillet. — 10 décembre 1806. — C. C. — Rejet — Paris. — (S. .6.1.493.)

5. — *La contravention à un règlement administratif, en matière de police, (matière spécialement soumise aux réglemens), doit être réprimée par les tribunaux. — Il n'est pas dans leurs attributions d'examiner si l'arrêt met des entraves à l'exercice de l'industrie des citoyens, sans motifs suffisans d'utilité publique; cet examen est exclusivement dévolu à l'autorité supérieure administrative.*

Le comm. de police de Brest. C. Basset. — 24 août 1815. — Cassation. — Brest. — (S. .15.1.397.)

6. — *En matière de peines de police, les juges doivent se guider par la loi plutôt que par des réglemens municipaux, qui altèrent la loi en voulant l'exécuter. Ainsi un règlement municipal qui prononce contre un délit des peines de simple police, ne fait pas que le délit puisse être jugé et puni de cette manière, lorsque la loi en attribue la connaissance au tribunal correctionnel, et lui inflige des peines excédant trois journées de travail.*

Réquisitoire. C. Timmermans. — 23 juin 1809. — Cassation. — Walmaë. — (S. .9.1.430.)

(*) 14 vent. an 11.

(**) 24 ventose an 11.

7. — *Un arrêté de préfet qui modifierait les dispositions de la loi du 30 avril 1790 sur la chasse, ne serait pas obligatoire pour les tribunaux.*

Donge. — 22 juin 1815. — Cassation. — Troyes. — (S..15.1.197.)

8. — *Les lois romaines n'étaient obligatoires, en France, qu'avec les modifications introduites par l'usage ou la jurisprudence, même dans les pays où le souverain en avait ordonné l'exécution.*

Conscience. C. Jacquet. — 2 ventose an 9. — C. C. — Rejet. — Saône. — (S..1.2.674.)

Carrion-Nisas. C. Spinola. — 2 mess. an 11. — C. C. — Rejet. — Toulouse. — (S..3.1.306.)

Goyon. — 12 octobre 1813. — C. C. — Rejet. — Dijon. — (S..15.1.109.—D..13.1.21.—L..42.11.)

Montréal. C. Rigoley d'Ogny. — 21 juin 1815. — C. C. — Rejet. — Paris. — (S..15.1.408.)

9. — *Les jugemens rendus en conformité d'une loi romaine, applicable à la matière, ne sont pas susceptibles d'être cassés, quand la loi aurait été appliquée en un sens contraire à la jurisprudence.*

Bury. C. Libert de Beaufrépont. — 13 octobre 1813. — C. C. — Rejet. — Liège. — (S..15.1.56.—D..12.1.553.)

10. — *En matière de mandat d'associé, les lois romaines et le Code civil sont le droit commun, s'il n'y a pas d'usage contraire.*

Michel. C. Hainguerlot et Lelaidier. — 15 janvier 1812. — Cassation. — Paris. — (S..12.1.113.)

11. — *Les lois romaines n'ont, et n'ont eu, en France, ni effet ni autorité, dans les matières tenant aux mœurs nationales.*

Montréal. C. Rigoley d'Ogny. — 21 juin 1815. — C. C. — Rejet. — Paris. — (S..15.1.408.—D..13.1.434.)

12. — *Les traités de souverain à souverain ont, dans les tribunaux des deux souverainetés, la même autorité et les mêmes effets que les lois.*

Champeaux-Grammont. C. Cardon. — 15 juillet 1811. — Cassation. — Paris. — (S..11.1.301.—D..9.1.468.—L..30.241.)

13. — *Les usages locaux, qui ont eu force de loi, ont-ils cessé d'être obligatoires, sur les matières non expressément réglées par les lois positives?*

Minist. publ. C. Rigaud. — 21 avril 1813. — Cassation. — Amiens. — (S..15.1.44.—D..12.1.601.—L..38.85.)

14. — *Les lois et ordonnances sont réputées connues et exécutoires, à Paris, un jour après la réception du Bulletin par le Chancelier; et dans les départemens, après le même délai, augmenté d'un jour par vingt lieues, ou bien, dans les cas extraordinaires, du jour où elles seront parvenues au préfet;*

C'est à-dire, du jour où le préfet les aura fait publier et afficher.

27 novembre 1816 et 18 janvier 1817. — Ordonnances. — (S..17.2.305.)

15. — *La loi naturelle autorisée par la loi positive, donne à celle-ci un effet plus étendu, plus imposant, plus rigoureux, qui rend son exécution tout-à-fait nécessaire et indispensable.*

Chamaniet. C. Court. — 19 décembre 1817. — C. C. — Cassation. — Cour d'ass. des Bouches-du-Rhône. — (S..18.1.170.)

16. — *Est-il bien vrai que, sous la Charte, il soit permis de faire des dispositions législatives qui (comme l'art. 11 de la loi du 17 juillet 1819), donnent aux conseils de préfecture d'abord, et ensuite au conseil d'état, attributions pour juger en matière criminelle, pour appliquer des peines au moins pécuniaires, pour que leurs arrêtés aient exécution parée, et emportent hypothèque comme les jugemens ordinaires?*

(S..19.2.197.)

17. — *Tout acte émané de la puissance législative, pour avoir l'effet d'une loi, a essentiellement le caractère de la loi. — Peu importe que cet acte ait pour objet la chose d'un particulier, et qu'à cet égard il eût dû y avoir renvoi à l'autorité judiciaire, non à la puissance législative.*

Les écarts de la puissance législative, relativement à la chose d'un particulier, spolié par une loi, ne peuvent être corrigés que par le législateur; — et ce doit être par forme de loi abrogative de la loi précédente; (ce qui est dans le domaine du législateur: non par forme de loi qui réintègre; ce qui serait confondre, de nouveau, l'action du juge avec la puissance du législateur).

Polignac. — Rapp. d'une commission à la chambre des Députés. — (S..17.2.163.)

18. — *Une loi générale ne déroge pas à une loi spéciale, lorsque la dérogation n'est pas formellement exprimée.*

Administ. des douanes. C. Broutin. — 26 août 1816. — C. C. — Cassation. — Lille. — (S..17.1.186.)

19. — *Une loi peut être négative sans être prohibitive, sans que la violation du précepte négatif emporte nullité.*

Bernede. C. Sawyer. — 26 mars 1817. — C. C. — Rejet. — Bordeaux. — (S..17.1.215.)

20. — *En matière de conventions, les lois qui ne touchent pas à l'ordre public, sont réputées provisionnelles, ou subordonnées à une stipulation contraire des parties contractantes.*

Bernede. C. Sawyer. — 26 mars 1817. — C. C. — Rejet. — Bordeaux. — (S..17.1.215.) V. art. 1107.

21. — *Quand le législateur n'a pas déterminé l'étendue et l'effet de ses dispositions législatives, le juge doit-il en déterminer l'étendue et l'effet, autrement qu'à priori, en présument la volonté du législateur, ou à posteriori, en calculant les effets plus ou moins sages de telle ou telle règle d'application?*

De Crotat. — 27 février 1817. — C. C. — Rejet. — Paris. — (S..17.1.122.)

22. — *Les dispositions du Code civil qui renouvellent d'anciennes règles de droit, sont applicables à des faits antérieurs à la publication du Code civil.*

Saxnier. C. Burle. — 4 mars 1817. — C. C. — Cassation. — Aix. — (S..17.1.214.)

23. — *La violation d'un arrêté du Gouvernement, sur l'administration publique, rendu à une époque où les lois constitutionnelles lui donnaient tout effet, s'il n'étoit dénoncé, est un moyen de cassation.*

Contade. C. Delestage. — 18 novembre 1816. — C. C. — Cassation. — Paris. — (S..17.1.160.)

24. — *S'il est vrai, en principe général, qu'une ordonnance ne peut détruire ce qui est établi par une loi, il n'est pas moins vrai que cette ordonnance doit avoir un effet provisoire, si elle est liée à la sûreté de l'état; surtout il n'appartient pas à une agence fiscale de contester l'autorité de l'ordonnance.*

Administ. des impos. indir. C. l'adm. des mess. — 3 mars 1817. — C. C. — Rejet. — Trib. civil de la Seine. — (S..18.1.7.)

25. — *Ne sont pas réformables par le conseil d'état les décisions ministérielles rendues en exécution d'une ordonnance ou d'un règlement d'administration publique, et conformément au règlement ou ordonnance, quand même ces règlements et ordonnances seraient contraires à la loi.*

Extrait du conseil d'état, selon la charte. — (S..19.2.10.)

26. — *Les ordonnances d'un prince étranger dans une province française, durant le temps de son occupation, cessent-elles d'exister, de plein droit, du moment où cesse l'occupation?*

Héritiers Rohan-Guéméné. C. Collet. — 26 janvier 1818. — C. C. — Rejet. — Paris. — (S..18.1.256.)

27. — *Est-il vrai que l'occupation militaire ait effet sur les droits privés, comme la souveraineté elle-même? — Est-il vrai que le traité de Paris ait consacré cette doctrine, relativement à toutes les espèces d'occupation, de manière que tout prince qui a été occupateur, soit réputé avoir été souverain?*

Thélusson, Lacoudré, Kiquandon, Regis Leblanc. — 18 février, 11 mars, 5 avril 1819. — C. C. (S..19.1.209.)

28. — *Les règlements anglais, pendant l'occupation des colonies, et notam-*

ment à la Martinique, ont-ils en l'effet d'obliger les colons à se pourvoir, devant le roi d'Angleterre, contre les arrêts des cours locales qui leur faisaient grief? — Les Français qui ne voulant reconnaître, en justice et en droit, que les lois françaises, se sont bornés à un recours devant la Cour régulatrice de France, ont-ils encouru la déchéance? — N'y a-t-il plus d'espoir de cassation, ou annulation de ces sortes d'arrêts, pour les Français qui sont restés fidèles, qui ne se sont pas conformés aux réglemens anglais.

Thélusson, Lacoudré et Kiquandon. Regis Leblanc. — 18 fév., 11 mars, 15 avril 1819. — C. C. — (S..19.1.209.)

29. — Les actes de l'ancien gouvernement, promulgués et exécutés comme loi, sans opposition de la puissance législative, et dont les dispositions ne sont pas contraires au texte de la Charte, doivent conserver, jusqu'à ce qu'ils aient été révoqués, la plénitude de leur exécution. — Tel est l'art. 157 du décret du 18 juin 1811, portant que dans les procès criminels les parties civiles sont tenues des frais envers l'état, sauf leur recours contre les condamnés.

Lecabec et Letenaff. — 27 mai 1819. — C. C. — Cassation. — Cour d'assises des Côtes-du-Nord. (S..19.1.347.)

§ II. — PROMULGATION DES LOIS.

30. — Publication, effet et application des lois en général.

14 ventose an 11 (5 mars 1803). — Discours de M. Portalis, Conseiller d'Etat. — (S..7.2.374.)

31. — Lois et ordonnances promulguées par insertion au bulletin officiel, connues un jour après réception par le chancelier. — Exécutoires après un jour par 20 lieues, ou du jour de réception et publication par le préfet.

Du 27 novembre 1816. — Ordonnance du Roi. — (S....)

32. — Les décrets sont obligatoires comme il suit : — ceux d'intérêt général insérés en entier au Bulletin des lois, obligent, dans chaque département, à compter du jour de la distribution du Bulletin au chef-lieu ; les autres obligent à compter du jour où il en est donné connaissance aux personnes qu'ils concernent.

12 prairial an 13. — Avis du conseil d'état. — (S..5.2.365.—D..3.2.150.—L..11.542.)

33. — Le Bulletin ou Recueil authentique des lois sera toujours seul considéré comme obligatoire. Les fonctionnaires ne devront s'arrêter aux inductions qu'on voudrait tirer de l'extrait ou abrégé qui en sera fait, touchant l'abrogation ou le maintien d'aucunes dispositions législatives, qu'autant que ces inductions leur sembleraient d'ailleurs concordantes avec le texte et l'esprit du Bulletin.

5 et 7 janvier 1813. — Av. du Cons. d'Et. — (S..13.2.297.)

34. — Sous l'empire des lois des 9 novembre 1789 et 5 novembre 1790, il n'était pas nécessaire que les lois civiles fussent doublement publiées, et par les tribunaux, et par les corps administratifs.

Pioassa-co Lascaris. C. Gozzani. — 5 juin 1811. — Cassation. — Aix. — (S..11.1.273.)

35. — Sous l'empire de la loi du 12 vendémiaire an 4, les lois n'étaient obligatoires que du jour de leur arrivée et de leur distribution au chef-lieu du département, et lorsqu'elles étaient enregistrées par l'administration. — Elles n'étaient point obligatoires du jour où les tribunaux les avaient publiées et enregistrées.

Pène. C. Thouya. — 7 août 1807. — Pau. — Cassation. — (S..8.1.282.)

36. — Avant la loi du 12 vendémiaire an 4, les lois judiciaires n'étaient obligatoires que du jour de leur publication par les tribunaux de district.

Prévile. C. Fossard. — 2 ventose an 9. — Cassation. — Eure. — (S..1.1.407.)

Id. St.-Sauveur. C. Maubec. — 14 frimaire an 10. — Cassation. — Hérault. — (S..2.1.105.)

37. — Le défaut de preuve positive qu'une loi antérieure à celle du 12 vendémiaire an 4, a été, soit affichée, soit proclamée à son de trompe ou de tambour, dans le ressort d'une administration et d'un tribunal, en exécution des arrêts et jugemens qui ordonnaient qu'elle le fût, n'emporte pas la conséquence que

cette loi n'a point été publiée légalement, et qu'elle n'est devenue obligatoire dans ce ressort que par l'effet de la loi du 12 vendémiaire an 4.

Favre. C. Leduchat. — 1^{er}. floréal an 10. — Cassation. — Bas-Rhin. — (S..7.2.1045.)

38. — *Une loi promulguée, le vingt-huitième jour d'un mois de trente jours, est obligatoire le 3 du mois suivant, dans les chefs-lieux distans de trente-six myriamètres.*

15 brumaire an 13. — Sénatus-Cons. (S..5.2.214.)

39. — *La loi est loi avant d'être promulguée : la promulgation n'a pas le caractère de sanction.*

5 pluviôse an 8. — Avis du Conseil d'Etat. — (S..1.2.43.)

40. — *Les lois facultatives peuvent être utilement exécutées du jour qu'on en a connaissance, bien qu'elles ne soient pas encore promulguées. — Il n'en est pas de cette espèce de lois comme des lois obligatoires et pénales, qui ne sont susceptibles d'exécution qu'après leur promulgation.*

Duverney. — 14 pluviôse an 11. — Lyon. — (S..13.2.343.)

41. — *Les lois ne peuvent être, entre particuliers, le fondement d'aucun droit sans qu'elles n'ont pas reçu de promulgation. — En est-il de même de toutes lois impositives d'obligations? — N'en serait-il pas autrement d'une loi extinctive de prohibition, au profit de la liberté naturelle, dans ses rapports avec l'autorité?*

Rambot. C. Meyer. — 7 mars 1816. — C. C. — Rejet. — Aix. — (S..16.1.418.)

42. — *Les lois politiques d'un royaume ont effet dans les pays qui y sont réunis dès l'instant de la réunion, et sans qu'il soit besoin de publication. — Le principe a lieu, notamment pour l'article 121 de l'ordonnance de 1629, qui autorise à débattre en France les droits du Français, nonobstant tous jugemens rendus dans les royaumes étrangers.*

Morelli. C. Gnecco. — 27 août 1812. — C. C. — Rejet. — Gênes. — (S..13.1.226.) V. 86.

43. — *Une loi particulière est réputée inconnue tant qu'il n'y a preuve positive qu'elle a été connue ou publiée.*

Projetto. — 27 novembre 1812. — C. C. — Rejet. — Rome. — (S..16.1.59.) V. n^o. 33.

44. — *Une décision du gouvernement intéressant l'état des personnes, quand elle a été de notoriété publique, doit avoir effet, bien qu'elle n'ait pas été publiée en la forme prescrite. (Si elle est favorable.)*

Juifs de Paris. — 26 décembre 1813. — Décret. — (S..14.2.326.)

45. — *Lorsque les registres destinés à la transcription et publication des lois ont été perdus, on peut prouver, tant par titres que par témoins, qu'une loi a été transcrite et publiée.*

Gaudin. C. Colinet. — 18 thermidor an 12. — C. C. — Rejet. — Poitiers. — (S..4.2.368.)

46. — *La sanction que le Roi donne aux actes législatifs, suivant l'art. 22 de la Charte, imprime à ces actes le caractère de loi; mais elle n'en est point la promulgation. Il n'y a, depuis la Charte, de promulgation royale, que par insertion au Bulletin des Lois; et le délai après lequel elles sont exécutoires, ne court que du jour où elles sont insérées.*

D'ailleurs, lorsque la date de la promulgation d'une loi est fixée par une ordonnance royale les tribunaux doivent se conformer à l'ordonnance spéciale. Puisque c'est le Roi seul qui promulgue, c'est au Roi principalement qu'il appartient de déterminer les caractères de la promulgation.

Roussel. C. régie des douanes. — 9 juin 1818. — C. C. — Cassation. — Tribunal civil du Havre. — (S..18.1.290.)

§ III. — DIVERSITÉ DES LOIS (*).

47. — *Les lois qui règlent l'effet des contrats sont purement provisionnelles, ou présomptives de l'intention des parties; elles sont sans force pour les cas où les parties ont elles-mêmes stipulé ce qu'elles voulaient.*

Née. C. Legros. — 27 janvier 1815. — Rouen. — (S..15.2.140.—D..13.2.80.—L..43.352.)

Id. — Durand. C. Crusillac. — 11 juillet 1814. — Cassation. — Grenoble. — (S..14.1.279.)

48. — *La loi du 17 septembre 1793, qui assimile les déportés aux émigrés, est institutive d'un droit nouveau, et n'est pas interprétative, ou réglementaire des lois antérieures.*

Sarrabère. C. Darnaing. — 24 février 1813. — C. C. — Rejet. — Pau... (S..16.1.128.)

49. — *Quand est-ce que les dispositions du Code civil peuvent être appliquées, comme raison écrite ou comme lois interprétatives, sur des droits nés ou formés antérieurement au Code? (V. n° 62.)*

Périaud. C. Lafond. — 10 février 1813. — Limoges. — (S..15.2.122.)

50. — *Le Code de procédure civile n'est pas applicable aux matières qui, avant sa promulgation, étaient régies par des lois spéciales; telles, par exemple, que les affaires de la régie de l'enregistrement.*

1^{er}. juin 1807. — Avis du Conseil d'Etat. — (S..7.2.111.) V. 195.

51. — *Les articles 544, 711, 894, 931 et 932 du Code civil, qui énoncent les divers cas où il y a transmission de propriété, n'abrogent pas l'article 12 de la loi*

(* La diversité dans la nature des lois opère diversité dans leurs effets. — Relativement à l'effet des lois; il importe donc de distinguer les lois écrites ou non écrites (a); — nécessaires ou arbitraires; — institutives, ou réglementaires et d'exécution (b); — de droit, ou de forme; — principes ou conséquences (c); — générales ou spéciales et particulières (d); — favorables ou odieuses (d bis.); — morales, ou civiles et politiques (e); — d'ordre public ou d'ordre privé (f); — interprétatives ou innovatives (g); — perpétuelles ou transitoires (h); — locales ou générales; — personnelles ou réelles (i); — préceptives et excitatives, ou permissives et facultatives (k); — impératives et prohibitives ou simplement négatives (l); — absolues ou présomptives et hypothétiques, subordonnées et provisionnelles (m); — promissives et dévolutives, ou investitives et divestitives (n); — SANCTES et parfaites, ou destituées de sanction et imparfaites, etc. (o).

(a) V. notices 11, 13 et 73.

(b) 1, 32, 50.

(c) 8.

(d) 28, 34, 35, 82, 147.

(d bis.) 25 et 28 bis.

(e) 27, 50, 53, 54, 65.

(f) V. sur l'article 2, Règl. 3.

(g) V. 33, 59, 60, et sur l'art. 2, Règl. 1.

(h) V. 63.

(i) V. art. 3, Code civil.

(k) 25 et 26.

(l) 52, 61.

(m) 30, 31.

(n) 53.

(o) 66.

spéciale du 22 frimaire an 7, d'après lequel tout possesseur est réputé propriétaire, pour le paiement des droits d'enregistrement.

La régie. C. Leist. — 25 novembre 1807. — Cassation. — Coussel. — (S.. 8.1.35.)

52. — *Les lois spéciales doivent être entendues selon leur propre système, sans y ajouter les règles de droit commun.*

Administr. des douanes. C. Noblot. — 3 octobre 1817. — C. C. — Cassation. — Paris. — (S..18.1.164.)

53. — *La disposition de l'art. 726 du Code de procédure, portant : « Que le débiteur qui interjette appel du jugement en vertu duquel on procède à la saisie, est tenu d'intimer sur cet appel, et de dénoncer et de faire viser l'intimation au greffier, etc. », est tellement impérative, que son inobservation rend l'appel non-recevable.*

Nicolas. C. Deshayes. — 13 mai 1817. — Metz. — (S..17.2.106.)

§ IV. — MAINTIEN DES LOIS.

54. — *Le droit de surveiller l'exécution des lois, et de réprimer les infractions qui y sont faites, est inhérent à la souveraineté, et ne peut jamais cesser d'exister. Ainsi, dans le cas où le prince n'en a pas délégué l'exercice, il est censé se l'être réservé à lui-même.*

Bertau. C. Fério. — 4 juillet 1813. — Avis du conseil d'état. — (S..14.2.333.)

Id. — Bruher. — 1^{er} mars 1814. — Avis du conseil d'état. — (S..14.2.334.)

55. — *Les officiers publics qui se permettent de recevoir ou de signer des protestations contre une loi, doivent être destitués.*

29 nivôse an 11. — Arrêté des Consuls. — (S..7.2.1046.)

56. — *Les ministres ne peuvent anéantir ni suspendre l'effet des lois pénales. — En conséquence, l'infracteur d'une loi criminelle doit être puni, bien que lui-même se soit présenté à la justice, sur la foi d'une circulaire d'un ministre qui lui promettait la remise de sa peine.*

Gérard. — 28 juillet 1814. — Cassation. — Nancy. — (S..14.1.240.)

57. — *Lorsqu'une loi pénale est positive, toute remise de la peine, par un ministre, ne peut empêcher les juges de la prononcer. — Telle, par exemple, la loi du 28 mars 1793, qui punit les acheteurs d'armes des militaires.*

Tournier. — 14 avril 1815. — Cassation. — Alby. — (S..15.1.227.)

58. — *Quel est l'effet des réglemens d'administration publique devant l'autorité judiciaire? Les tribunaux sont-ils également obligés de ne pas y porter atteinte, et de s'y conformer? N'ont-ils pas, quand il s'agit de s'y conformer, le droit de vérifier s'ils sont, au fond, conformes à la loi; et de plus, si l'auteur de ces réglemens s'est renfermé dans le cercle de ses attributions.*

Dissertation. — (S..19.2.159.)

§ V. — APPLICATION DES LOIS.

59. — *La loi doit être appliquée dans toute l'étendue que ses termes comportent; les tribunaux ne peuvent, sous peine de cassation de leurs jugemens, distinguer lorsque la loi ne distingue point; ils ne peuvent pas invoquer les motifs de la loi contre le texte précis et absolu de son dispositif.*

Réquisitoire. C. Lammesch. — 24 février 1809. — Cassation. — Forêts. — (S..9.1.228.—D..7.2.73.—L..24.337.)

60. — *Lorsque le sens de la loi est positif et certain, les juges ne peuvent se dispenser de l'appliquer telle qu'elle est. — Il n'appartient pas aux tribunaux de*

juger la loi et de la modifier, ou restreindre, par aucuns considération, quelque puissante qu'elle soit.

Hasselgrein. C. Rougemont de Lovemberg. — 25 mai 1814. — Cassation. — Paris. — (S..14.1.282.—D..12.1.305.)

§ VI. — ENTENTE PARTICULIÈRE — ET INTERPRÉTATION GÉNÉRALE
DE LA LOI.

61. — *Dans l'entente de la loi, l'esprit aide la lettre.*

Adam. C. Frichet. — 17 mai 1814. — C. C. — Rejet. — Paris. — (S..15.1.17.—D..12.1.426.—L..41.255.)

62. — *On ne peut se prévaloir des motifs d'une loi contre le texte de sa disposition.*

Vidal et Mas. C. Leverre et Caylus. — 17 décembre 1811. — C. C. — Rejet. — Montpellier. — (S..12.1.145.)

63. — *Id.* — Lammesch. C. le proc. génér. — 24 février 1809. — Cassation. Forêts. — (S..9.1.228.)

64. — *Ce n'est pas exécuter une loi ou un jugement que de se conformer à la lettre de ses dispositions, en contrariant son vœu.*

Daniel dit Bellicour. C. Gillot. — 12 fructidor an 13. — Bruxelles. — (S..5.2.586.)

65. — *Les tribunaux ne peuvent argumenter de l'intitulé d'une loi générale, pour restreindre à quelque cas une disposition qui, par sa généralité, les embrasse tous.*

Houdaigné. C. Demontis. — 30 juillet 1811. — Cassation. — Bordeaux. — (S..11.1.345.—D..9.1.380.—L..32.176.)

66. — *Les dispositions du Code civil ont, en matière d'équité, l'effet de lois interprétatives.*

Dufay. C. Morel. — 1^{er}. mai 1815. — Cassation. — (S..15.1.279.)

67. — *Jusqu'à quel point une loi nouvelle est-elle susceptible d'interprétation extensive par une loi ancienne, en vertu d'une ordonnance royale ?*

Du 1^{er}. mai 1816. — Ordonnance du Roi. — (S..16.2.202.)

68. — *La voie d'interprétation d'une loi est indispensable lorsqu'après cassation, il y a deux arrêts ou jugemens conformes à un arrêt ou jugement cassé, — ou encore lorsque la Cour de cassation demande l'interprétation avant de prononcer en sections réunies le second arrêt ou jugement ; — l'interprétation est donnée dans la forme des réglemens d'administration publique (*).*

Loi du 16 septembre 1807. — (S..8.2.37.)

69. — *Une loi générale doit être appliquée selon sa généralité, sans qu'il soit permis aux juges de faire des distinctions que la loi n'a pas faites.*

Procureur gén. d'Amiens. — 1^{er}. mars 1816. — Cassation. — Amiens. — (S..16.1.254.)

70. — *C'est par des lois ou par les trois branches du pouvoir législatif, que les dispositions obscures de la Charte constitutionnelle doivent être interprétées ; — notamment l'art. 38, en ce qui touche l'âge de quarante ans, et les 1000 fr. de contribution pour l'admission ou l'élection des députés.*

25 mars 1818. — Ordonnance. — (S..18.2.170.)

(*) La charte ne comporte pas qu'une loi soit interprétée autrement qu'elle est faite : il faut donc le triple concours.

§ VII. — EFFETS, OU ÉTENDUE DES LOIS (*)

71. — La loi n'est ordinairement pas créatrice du droit; elle le proclame quand il est clair, le détermine ou l'interprète quand il est vague ou obscur, et le protège quand il est reconnu ou constaté.

La loi civile a pour objet d'assurer la dominie ou la tranquillité de chacun (sum cuique); c'est-à-dire de protéger les propriétés naturelles ou acquises, et les volontés éclairées, justes, bien ordonnées, honnêtes et avérées.

Dans ses effets, la loi civile a trois espèces d'actions distinctes; — 1°. celle où la loi se montre comme lumière d'ordre et d'équité, pour les choses à venir, et prend la forme de législation; — 2°. celle où elle se montre comme lumière d'équité, pour les choses présentes; et prend la forme de justice ou de jugement; — 3°. celle où elle se montre comme moyen momentané d'ordre, et prend la forme de police.

Montlosier. — (S. 16.2.129.)

72. — Une loi qui déclare avoir effet à partir de tel jour, ne s'applique pas aux actes qui sont antérieurs à l'expiration même de l'entrée de la loi.

Bayer. — C. C. — Rejet. — Paris. — (S. 6.1.277.)

73. — La loi civile qui proscripait le prêt à intérêt avant 1789, était-elle prohibitive, en ce sens que la stipulation fut nulle? ou était-elle en ce sens que la loi refusait action pour exiger l'intérêt ainsi stipulé? — Une telle stipulation est-elle (nonobstant la prohibition) une obligation naturelle, dont l'acquiescement ne fut pas sujet à répétition?

D'Houchin. C. Carpentier. — 6 avril 1815. — U. C. — Rejet. — Douai. — (S. 15.1.313.—D. 13.1.301.—L. 43.902)

74. — Lorsqu'une loi politique confisque les biens d'une classe de citoyens, et les confère ou attribue à d'autres, leurs parens, cette disposition est moins investitive que dévolutive; c'est plutôt une ablation qu'une transmission. La disposition de la loi reste donc sans effet, s'il n'y a acceptation expresse de la part de ceux au profit de qui est faite la disposition attributive.

Labourdoussaye. — 6 mars 1813. — C. C. — Rejet. — Angers. — (S. 15.1.415.—D. 13.1.489.)

75. — Les lois politiques de la France sont obligatoires dans les pays réunis, du jour de la réunion pour ces pays à la France, indépendamment de toute publication particulière; telle, par exemple, la loi du 18 août 1790, abolitrice du droit d'aubaine. (V. 27.)

Griella. O. Defranchi. — 24 messidor an 13. — Turin. — (S. 6.2.60.)

76. — Les rapports qui existent entre les citoyens d'un même pays sont réglés par les lois particulières à chaque pays. — Ceux qui existent entre les habitans et les gouvernemens de deux pays ennemis sont déterminés par les lois de la guerre. — Ceux qui existent entre les habitans et les gouvernemens de deux pays alliés, amis ou neutres, sont fixés par les règles du droit public.

25 nivose an 8. — Arr. des Cons. — (S. 1.4.38.)

77. — Les lois qui ont pour objet de libérer les nationaux, plus que d'imposer aux étrangers une obligation de faire, sont-elles opposables aux étrangers, sans que ceux-ci puissent se prévaloir de leur domicile hors de France, pour en conclure qu'ils n'ont pas dû connaître la loi, et qu'elle n'a pas dû produire son effet libératoire?

Nogué. G. Oteiza. — 5 octobre 1814. — Cass. — Pau. — (S. 15.1.37.)

78. — Le Code pénal est seul applicable, dans tous les cas, aux délits de vols, rassemblemens, etc. (sur grandes routes), prévus par la loi du 29 nivose an 6, si ces délits n'ont été jugés que depuis le moment où cette loi, faite pour un an, a cessé d'avoir effet, aux termes de son article 22.

29 prairial an 8. — Avis du Conseil d'Etat. — (S. 1.2.130.)

(*) V. la note page 10.

79. — Une loi interprétative a effet du jour de la loi interprétée.

Labordé. — 22 brumaire an 10. — C. C. — Rejet. — Toulouse. — (S. 2.1.137.)

80. — Une loi interprétative n'a aucun effet sur les transactions volontairement faites par fausse intelligence de la loi interprétée (quand même elle annullerait les jugemens rendus par fausse interprétation de cette loi).

Chauvin. C. Gibert. — 18 messidor an 10. — C. C. — Rejet. — Aix. — (S. 2.1.335.) V. sur l'art. 2, règle 1^{re}.

81. — L'étendue ou l'effet d'une disposition législative, doit nécessairement être déterminée par le magistrat, selon la nature de la disposition expresse ou présumée, et le vœu du législateur.

Decrets. — 4 juillet 1816. — C. C. — Rejet. — Paris. — (S. 18.1.106.)

82. — La règle qui permet d'étendre une disposition législative à des cas imprévus et analogues, n'exige-t-elle pas qu'il y ait une parfaite identité de motifs? — Et de ce que le législateur a étendu le terme de la gestation pour le cas où l'enfant serait fétri, si l'on s'en tenait à l'idée des neuf mois, s'ensuit-il que l'on ne doive étendre également le terme de la gestation, lorsque l'application des règles ordinaires ne porte pas atteinte à la légitimité de l'enfant?

Bouvet. C. Carré. — 19 juillet 1819. — Paris. — (S. 19.2.213.)

83. — Est-il vrai, en général, que la famille ou société domestique, soit dans son intérieur ou dans les rapports entre ses membres, régie par les lois ordinaires de la communauté sociale, sans aucune modification?

Mongrolles. C. le ministère pub. — 14 mars 1818. — C. C. — Rejet. — Tribunal correct. de Melun. — (S. 18.1.189.)

§ VIII. — DISPENSE DE LA LOI. — CONFLIT OU COLLISION. —

CÉSSATION D'OBLIGATION. — EXCUSE.

84. — Celui qui viole une loi prohibitive ne peut être excusé, sous prétexte qu'il n'a pas entendu le véritable sens de la loi. — Notamment de la loi du 18 novembre 1814, sur la célébration des fêtes et dimanches.

Pepin et Noisette. — 9 février 1815. — Cassation. — Coulommiers. — (S. 15.1.222.—Li. 43.—319.)

85. — Lorsqu'une loi pénale est positive, toute remise de la peine, par un ministre, ne peut empêcher les juges de la prononcer. — Telle, par exemple, la loi du 28 mars 1793, qui punit les acheteurs d'armes militaires.

Louis Tournier. — 14 avril 1815. — Cassation. — Alby. — (S. 15.1.207.)

86. — Une loi pénale, faite pour un temps déterminé, cesse de plein droit d'avoir effet à l'expiration de ce temps; dès-lors elle ne peut être appliquée, encore qu'il s'agisse de délits qui ont eu lieu sous son empire.

Nicolas Desenfant. — 8 thermidor an 8. — Cassation. — Meurthe. — (S. 1.1.327.—D. 1.272.)

87. — Un usage abusif n'excuse pas l'auteur d'une fraude aux droits du fisc, et ne peut autoriser les juges à se dispenser d'appliquer la loi pénale.

Procur. gén. de l'Arriège. C. Silleyre. — 4 octobre 1810. — Cassation. — Arriège. — (S. 11.1.125.)

88. — Les lois sur la féodalité ne sont pas abrogées par le fait seul de la réunion d'un pays où règne la féodalité, à un pays où elle est abolie.

Gavres et Mercy-d'Argentaup. C. Namur d'Elzée. — 8 janvier 1812. — C. C. — Rejet. — Liège. — (S. 12.1.389.) V. 27.

§ IX. — SANCTION DES LOIS. — COACTION. — RESPONSABILITÉ CIVILE. — PUNITION. — NULLITÉ. — RESCISION. — CASSATION.

89. *La contravention aux lois étrangères est, en France, un moyen de cassation dans le cas où leur observation est ordonnée par les lois françaises;...*

Magnocavalli. C. Tarchini. — 1^{er} février 1813. — Cassation. — Gênes. — (S..13.1.113.—D..11.1.131.—L..35.456.)

90. — *Les actes annulés (à cause de l'effet rétroactif) sont nuls, sans effet, et comme non existants.*

Simiane. C. Champflour et Chardon. — 15 juin 1812. — C. C. — Rejet. — Riom. — (S..12.1.292.)

91. — *Il n'appartient qu'à la Cour de cassation d'annuler des jugemens ou arrêts dans l'intérêt de la loi; ainsi lorsqu'un tribunal ou une Cour d'appel annulent un jugement dans l'intérêt de la loi seulement, ils commettent un excès de pouvoir qui donne lieu à la cassation de leur arrêt.*

Le min. public. C. Colas. — 16 août 1811. — Cassation. — Auxerre. — (S..11.1.350.)

92. — *Id.* — Le ministère public. C. Chalvidan. — 13 avril 1809. — Cassation. — Haute-Loire. — (S..10.1.358.)

93. — *Un acte peut être déclaré nul, par cela seul qu'il est présumé avoir été fait en fraude d'une loi qui n'était pas encore rendue, mais que les parties pouvoient prévoir. — Cette décision s'applique particulièrement au cas où l'acte n'a été fait que pour prévenir les changemens qui allaient avoir lieu dans l'ordre des successions.*

Terziano. C. Voltero et Brayada. — 27 juillet 1810. — Turin. — S..11.2.228.)

94. — *Un contrat autorisé par la loi existante dans toutes ses dispositions et dans toutes ses circonstances, ne peut être réputé frauduleux, quels que soient les changemens ultérieurs dans la législation, encore que ces changemens aient été prévus à l'époque du contrat, et que les contractans aient voulu rendre sans effet, à l'égard de l'objet du contrat, les dispositions futures de la législation.*

Breton. C. Moutier. — 3 février 1813. — Cass. — Riom. — (S..13.1.322.)

95. — *Ce n'est point frauder la loi, pas même quant aux formes, que de faire une donation sous la forme d'une vente.*

Rigonneau et Crétin. C. Malans. — 20 octobre 1812. — Cassation. — Besançon. — (S..13.1.141.)

96. — *Si les juges ne peuvent suppléer, ni moyens ni exceptions, quant au point de fait, ils doivent même suppléer, quant au point de droit ou de loi, d'après les faits articulés et constans. Si donc à des faits allégués et constans, les juges appliquent une loi non invoquée, ils ne font que leur devoir; il n'y a pas lieu à s'en plaindre devant la Cour de cassation.*

L'administ. de l'enregist. C. Godin. — 6 juillet 1818. — C. C. — Rejet. — Tribunal civil de Lons-le-Saulnier. — (S..18.1.333.)

§ X. — ABROGATION DES LOIS.

97. — *Une loi peut-elle être abrogée par l'usage ?*

Emerigon. C. Arbaud. — 18 février 1818. — C. C. — Rejet. — Aix. — (S..19.1.139.) V. Art. 136. Ador.

98. — *L'usage abroge la loi, en ce sens que la contravention à un texte de loi n'est pas un moyen de cassation, si la loi violée est en opposition avec un usage généralement adopté.*

Debonnes Dessomes. C. Damiens et Gorlier. — 10 août 1814. — C. C. — Rejet. — Amiens. — (S..15.1.5.—D..12.1.493.—L..41.292.)

99. — *Lorsqu'il y a impossibilité de concilier des dispositions nouvelles avec des dispositions anciennes, les dispositions anciennes sont virtuellement abrogées.*
Lelièvre. C. Lagrange. — 3 nivose an 10. — C. C. — Rejet. — Paris. — (S..2.1.190.)
100. — *Id.* — Le ministère public. C. Berth. — 20 octobre 1809. — Cassation. — Ardennes. — (S..10.1.303.)
101. — *Id.* — 4 nivose an 8. — Avis du Conseil d'Etat. — (S..1.2.36.)
102. — *Id.* — L'administr. forestière. — 20 mars 1812. — Cassation — Tarbes. — (S..12.1.392.)
103. — *S'il n'y a pas impossibilité absolue de concilier les dispositions anciennes et les dispositions nouvelles, ces dispositions doivent être combinées. — Les dispositions nouvelles n'abrogent pas implicitement les dispositions anciennes.*
La régie des droits réunis. — 20 mars 1812. — Cassation. — Agen. — (S..12.1.382.)
104. — *La seule contrariété formelle des dispositions des lois, peut faire présumer l'abrogation de la plus ancienne.*
La régie des domaines. C. les notaires de Riom. — 24 avril 1809. — Cassation. — Riom. — (S..9.1.222.—D..7.2.46.—L..24.88.)
105. — *Le principe consacré en matière d'abrogation, que les anciennes lois ont cessé d'avoir effet dans les matières réglées par le nouveau Code, doit être appliqué aux matières réglées par un système complet dans la loi nouvelle, et non aux matières sur lesquelles la loi nouvelle offre seulement quelques dispositions isolées.*
Réquisitoire. — 19 février 1813. — Cassation. — Douai. — (S..13.1.250.)
106. *Les dispositions de lois qui ne sont que des conséquences d'autres lois principes, ne sont-elles pas abrogées par des lois nouvelles abrogeant le principe dont elles dérivent?*
Le Code civil ne touche point aux matières qui appartiennent plus au droit public ou politique qu'au droit privé : ainsi il n'abroge pas les lois qui concernent les vœux monastiques et la capacité des moines.
Magnocavalli. C. Tarchini. — 1^{er} février 1813. — Cassation. — Gènes. — (S..13.1.113.—D..11.1.131.—L..36.456.) V. 27 et 65.
107. — *Les lois spéciales ne sont pas abrogées virtuellement par des lois générales postérieures ; il faut une abrogation expresse par la loi générale.*
Réquisitoire. C. Brulain. — 19 février 1813. — Cassation. — Douai. — (S..13.1.250.) (V. 35.)
108. — *L'usage peut abroger la loi.*
Normand. C. Peros. — 22 messidor an 9. — C. C. — Rejet. — Lot. — (S..2.1.11.—D..1.372.—L..1, n^o. 36.)
Dissertation en sens contraire. — (S..9.2.376.)
109. — *Pour qu'une loi générale puisse être considérée comme étant abrogée et tombée en désuétude par le non usage, il est nécessaire d'établir le non usage dans la généralité de l'état pour lequel la loi a été faite ; à cet égard, un tribunal ne peut invoquer, sans encourir la cassation de ses jugemens, cet usage local et particulier à son ressort.*
Réquisitoire. — 25 brumaire an 1. — Cassation. — Confolens. — (S..3.1.79.—L..4.215.)
110. — *L'article 7, de la loi du 30 ventose n'abroge pas les lois intermédiaires ; d'où il suit que les lois intermédiaires conservent toute leur force s'il n'y a pas de dispositions inconciliables dans les lois nouvelles. — Ainsi, par exemple, les lois intermédiaires doivent servir à déterminer le sens de l'article 900 du Code civil sur le mérite des clauses concernant la liberté des mariages.*
François. — 6 mai 1809. — Bruxelles. — (S..9.2.341.—D..7.2.155.)
111. — *La section du Code civil, intitulée des rapports, forme, sur la matière, un système complet de législation qui doit seul servir de règle aux tribunaux : les anciennes lois, en cette matière, sont abrogées.*
Chasrieriau. C. Ibert. — 31 mars 1818. — C. C. — Cassation. — Paris. — (S..18.1.213.) — V. Art. 34.